



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU 18 MAI 2021

### DELIBERATION N° 2021/037

Représentation au Syndicat d'Etudes du Bassin de Brive (SEBB)  
2020-2026

**DATE DE CONVOCATION**  
11 mai 2021

L'an deux mille vingt et un,  
Le dix-huit mai à vingt heures trente  
Le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique  
sous la présidence de Monsieur Philippe VIDAU.

**DATE D'AFFICHAGE  
DU COMPTE RENDU**  
25 mai 2021

Etaient présents : Philippe VIDAU, Maire  
Mesdames et Messieurs les Adjoints :  
Lucette TRALEGLISE - Annie PASCAREL - Michel DONZEAU - Helga REMY - Jean-  
Pierre LABORIE.  
Mesdames et Messieurs les Conseillers  
Marie-Christine VERGNE, Johanna GERAUD, Robert DALLES, Philippe SANTIN,  
Marc ROULET, Gisèle PERIER-BRIENCHON, Monique MANIERE, Jean-François  
BORDAS, Pierre Jean VIALLE, Christophe BELLINA, Sophie CHEVREUX,  
Francine DARLA VOIX, Christelle CHATAURET, Karine DESCHAMPS,  
William POUMEAU, Gilbert JAUGEAS, Sylvie DE CARVALHO-PEYROUT,  
Delphine SARCOU.

**NOMBRE DE CONSEILLERS**  
**En exercice : 27**  
**Présents : 27**  
**Votants : 27**

**Absents excusés :**  
Dorian POUMEAU donne pouvoir à Johanna GERAUD ;  
Michel JUGIE donne pouvoir à Lucette TRALEGLISE ;  
Laurent MOREAU donne pouvoir à Delphine SARCOU,

forment la majorité des membres en exercice.  
Le quorum étant atteint, le Conseil municipal peut délibérer.  
Jean-Pierre LABORIE a été élu secrétaire de séance.

Monsieur le Maire rappelle que par délibération n° 2020-070, les membres du conseil municipal avaient désigné un délégué titulaire - Philippe VIDAU - et un délégué suppléant - Jean-Pierre LABORIE - pour siéger au Syndicat d'Etudes du Bassin de Brive (SEBB). Pour information, ces représentants doivent être obligatoirement conseillers municipaux mais pas nécessairement conseillers communautaires.

En date du 29 mars 2021, le comité syndicat a adopté la modification du règlement intérieur du Syndicat d'Etudes du bassin de Brive (SEBB) et notamment la représentativité.

Il y a lieu de désigner 2 nouveaux titulaires ; pour le suppléant pas de changement.

Monsieur le Maire propose Monsieur Michel DONZEAU et Monsieur Robert DALLES

**Après en avoir délibéré,**

**Le Conseil Municipal, et à l'unanimité des membres présents**

- **DESIGNE** deux titulaires supplémentaires Monsieur Michel DONZEAU et Monsieur Robert DALLES
- **DONNE TOUS POUVOIRS** à Monsieur le Maire pour assurer l'exécution de la présente délibération.



Fait et délibéré les jours, mois et an susdits

Pour extrait certifié conforme au registre

Le Maire

  
Philippe VIDAU

## **Règlement intérieur du Syndicat d'Etudes du Bassin de Brive (SEBB)**

### **Titre I – Le Comité Syndical**

#### **Article 1 : la représentativité**

Conformément à l'article 8 des statuts du SEBB, le Syndicat est composé de délégués titulaires et de délégués suppléants élus par les assemblées délibérantes de chacun des EPCI dans les conditions prévues au Code Général des Collectivités Territoriales.

La composition du Comité syndical est la suivante :

|                   | Nombre de<br>titulaires | Nombre de<br>suppléants | Représentativité | Voix |
|-------------------|-------------------------|-------------------------|------------------|------|
| CABB              | 93                      | 57                      | 70 %             | 93   |
| CC Midi Corrèzien | 37                      | 35                      | 30 %             | 37   |
| TOTAL             | 130                     | 92                      | 100 %            | 130  |

#### **Article 2 : périodicité des réunions**

Le Comité syndical se réunit au moins une fois par semestre et à chaque fois que le Président le juge utile.

#### **Article 3 : convocations**

Toute convocation est faite par le Président. Elle indique les questions portées à l'ordre du jour. Elle est adressée par écrit, sous quelque forme que ce soit, au domicile des conseillers, sauf s'ils font le choix d'une autre adresse.

L'envoi des convocations peut être effectué autrement que par courrier traditionnel, et notamment par voie dématérialisée, à l'adresse électronique de leur choix.

Le délai de convocation est fixé à cinq jours francs. En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le Président sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc. Le Président en rend compte dès l'ouverture de la séance au conseil syndical, qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion, pour tout ou partie, à l'ordre du jour d'une séance ultérieure. Les projets de délibérations ou à défaut une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération sont adressés avec la convocation aux membres du comité syndical.

#### **Article 4 : Présidence**

Le Comité syndical est présidé par le Président du Syndicat Mixte. La séance au cours de laquelle il est procédé à l'élection du Président est présidée par le plus âgé des membres du conseil syndical.

#### **Article 5 : quorum et validité des délibérations**

Le Comité syndical ne délibère valablement que lorsque la majorité de ses membres en exercice est présente. Si, après une première convocation régulièrement faite, le Comité syndical est à nouveau convoqué, il délibère alors valablement sans condition de quorum.

Un délégué titulaire empêché d'assister à une séance demande à son suppléant de le remplacer. Le suppléant a alors voix délibérante.

#### **Article 6 : votes**

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Le mode de votation ordinaire est le vote à main levée. Le résultat est constaté par le président et le secrétaire.

**Article 7 : absence au comité syndical**

En cas d'empêchement à un comité syndical, le délégué titulaire peut demander à l'un des suppléants de son intercommunalité de le représenter. Le délégué titulaire devra informer le syndicat de cette représentation.

En l'absence de suppléant de l'intercommunalité, le délégué titulaire pourra établir un pouvoir à n'importe quel autre délégué et spécifiera expressément qu'aucun délégué suppléant de son intercommunalité n'est disponible.

**Titre II – Le Bureau Syndical****Article 8 : Composition**

Le nombre de vice-présidents est déterminé par l'organe délibérant, sans que ce nombre puisse être supérieur à 20 % de l'effectif total de l'organe délibérant ni qu'il puisse excéder quinze vice-présidents.

Le bureau du Syndicat est composé du Président, de 10 Vice-Présidents représentant chaque intercommunalité et de 6 autres membres.

Le bureau du Syndicat est composé de 17 membres élus par le Comité Syndical.

La composition du Bureau est la suivante :

|                   |   |
|-------------------|---|
| LE PRESIDENT      | 1 membre issu d'une des intercommunalités |
| CABB              | 12 membres                                |
| CC MIDI CORREZIEN | 5 membres                                 |

**Article 9 : Attributions**

Le Bureau a une mission de coordination. Il est chargé de la préparation du Comité Syndical. En outre, il a reçu délégation du Comité Syndical par une délibération en date du 16 février 2010 afin d'émettre des avis sur les Plans Locaux d'Urbanisme ou tout autre document prévu par les textes législatifs ou réglementaires devant être compatibles avec le SCOT approuvé le 11 décembre 2012.

Il est rendu compte au Comité Syndical des décisions prises par le Bureau dans l'exercice des délégations, notamment les avis émis.

**Titre III – Dispositions diverses****Article 10 : Commissions (Article L. 2121-22 CGCT)**

Dans le cadre de la gestion de la révision du SCOT, des commissions peuvent être créées par le Comité Syndical.

Chaque commission est présidée par un ou plusieurs vice-présidents. Les convocations seront adressées par mail.

Les commissions n'ont aucun pouvoir de décision. Elles examinent les affaires qui leur sont soumises, émettent de simples avis ou formulent des propositions.

**Article 11 : Modification du règlement**

Le présent règlement peut faire l'objet de modifications votées par le comité syndical.

**Article 12 : Application du règlement**

Il devra être adopté à chaque renouvellement du comité syndical dans les six mois qui suivent son installation.